

Les liaisons dangereuses entre...

... **les GAFAM**

& l'Etat

Les GAFAM

Google



Microsoft



Apple

amazon



facebook®

Publié le 16/06/2020

« S'ils [les GAFAM] formaient un pays, et que leur chiffre d'affaires cumulé était un PIB, **ils se classeraient au rang de 17^{ème} puissance mondiale** devant des pays comme les Pays-Bas, l'Arabie Saoudite ou la Suisse. »

« **Ces entreprises ont également acquis un statut politique** en participant à la gouvernance d'Internet. **On les retrouve dans les grandes institutions telles que l'ICANN** (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, en français, la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet = une autorité de régulation d'Internet), **où elles ont plus de pouvoir que les États.** »

« **En février 2017, le premier poste d'ambassadeur auprès des Gafam a été créé par le Danemark**, qui n'hésite pas à qualifier ces entreprises de **nouvelles « nations »** avec lesquelles il faut par conséquent entretenir **des relations diplomatiques.** »

CH Suisse : Le cloud

La Suisse renonce à la notion de souveraineté numérique et cède aux entreprises américaines et chinoises



La Suisse a décidé de confier l'hébergement des données à des services étrangers.

CH Suisse : Le cloud

L'heure est grave pour l'indépendance numérique de la Suisse.

De façon incompréhensible et malgré plusieurs interpellations, la Confédération octroie un marché on ne peut plus stratégique à **Alibaba, Amazon, IBM, Microsoft, Oracle** (entreprises américaines et chinoises), principalement pour leur « **proposition de prix très attrayants** ».

Le projet « Public Clouds Confédération » (système de stockage à distance) **de 110 millions sur 5 ans devra apporter toutes les technologies nécessaires au fonctionnement des activités de l'État dans le cloud.**

Il pourra s'agir **de Big Data** et **de Cyber Défense**, **d'IA** et **de Blockchain**, **d'Internet des objets** (IoT) et **de streaming**, **d'analytics** (mesures d'audience) et **de stockage de données**.

CH Suisse : Le cloud

ICTjournal

Jeu 21.10.2021

Cloud de la Confédération: le recours de Google n'aura pas d'effet suspensif

5 fournisseurs remportent l'appel d'offres, parmi lesquels aucun suisse (on le savait) et un chinois (on ne s'y attendait pas).

Google, qui n'a pas été choisi, a décidé de faire recours.

Le Nouvelliste

13.10.2021,

Au début de l'été 2021, la Confédération a attribué l'élaboration d'un cloud national à cinq multinationales étrangères (Oracle, IBM, Microsoft, Amazon et Alibaba). Il hébergera les centres de données et les clouds privés actuels de la Confédération.

Une décision qui suscite l'ire des hébergeurs de données suisses tels que Elca et Infomaniak, soutenus par des personnalités politiques, du secteur de la tech et du monde académique qui veulent défendre la souveraineté numérique de la Suisse.

Google pour l'école publique



GSuite est une plate-forme collaborative en ligne proposée aux élèves et aux enseignant·e·s du DIP. C'est une suite d'applications qui comprend une messagerie, un programme de création et de partage de documents dans un espace de stockage illimité, des agendas communs et d'autres outils de collaboration.

Cette plate-forme fait partie de l'offre de l'Ecole en Ligne (EEL).

Les comptes @eduge.ch sont hébergés dans le cloud de Google Inc. et sujets aux conditions d'utilisation décrites dans le contrat de service élaboré entre le DIP et Google Inc.

Google Inc. ne détient **aucun droit de propriété sur le contenu** des comptes ni sur les renseignements et/ou les données que fournissent les utilisateurs par le biais d'eduge.ch, y compris le contenu des communications échangées. **Cependant, les données peuvent être transférées, hébergées et traitées aux États-Unis ou dans tout autre pays dans lequel Google Inc. ou ses mandataires sont installés.**

Le « Pass digital de santé » de 

IBM Digital Health Pass

Une solution intelligente pour faire revenir sur place employés, utilisateurs et clients dans le contexte du COVID-19

Découvrez comment avoir toujours sur vous vos résultats de vaccination ou de tests COVID-19

Digital Health Pass est conçu pour permettre aux entreprises de vérifier les justificatifs médicaux des employés, des clients, des fans et des voyageurs accédant à leur site, en fixant leurs propres critères.

IBM collabore activement avec des fournisseurs de tests et de vaccination, des entreprises de technologie et d'autres consortiums et alliances dans le domaine des pass sanitaires numériques.

Le « Health Data Hub » géré par Microsoft

Health Data Hub = « Plate-forme de données de santé »

franceinfo:

Publié le 07/07/2020

[Vidéo]



Données sanitaires : pourquoi la gestion de la super-plateforme Health Data Hub par Microsoft pose problème

L'administration du Health Data Hub, une plateforme géante de données de santé, a été confiée fin 2019 à la société américaine Microsoft.

Alors que la pandémie de coronavirus se poursuit, des parlementaires s'inquiètent de la mise en danger de la "souveraineté numérique" française.

Le Health Data Hub est une plateforme créée par arrêté le 30 novembre 2019, supposée exploiter l'immense masse de données sanitaires françaises, en se basant sur les recommandations du rapport de Cédric Villani de 2018 sur l'intelligence artificielle.

Le « Health Data Hub » géré par Microsoft

Health Data Hub = « Plate-forme de données de santé »

franceinfo:

Publié le 07/07/2020

 **3** centre
val de loire

Données sanitaires : pourquoi la gestion de la super-plateforme Health Data Hub par Microsoft pose problème

Notre ambition est de contribuer au rayonnement européen, voire international de la France dans l'utilisation des données de santé, notamment en valorisant l'excellence des acteurs français.



Le **CLOUD Act**

Le Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act ou CLOUD Act (H.R. 4943) est une loi fédérale des États-Unis adoptée en 2018 sur l'accès aux données de communication (données personnelles), **notamment opérées dans le Cloud.**

Elle modifie principalement le Stored Communications Act (**en**) (SCA) de 1986 en **permettant aux instances de justice** (fédérales ou locales, y compris municipales) **de contraindre les fournisseurs de services établis sur le territoire des États-Unis**, par mandat ou assignation, **à fournir les données relatives aux communications électroniques, stockées sur des serveurs**, qu'ils soient situés aux États-Unis ou dans des pays étrangers.

Critiquée par certaines associations de défense de la vie privée, **cette loi permet notamment aux instances de justice américaines de solliciter auprès des fournisseurs de services opérant aux États-Unis, les communications personnelles d'un individu sans que celui-ci en soit informé**, ni que son pays de résidence ne le soit, ni que le pays où sont stockées ces données ne le soit .

l'Opinion

15 février 2021



«Les Gafam représentent une menace pour la pérennité des Etats»

Les géants du numérique bouleversent le système international fondé sur la souveraineté des Etats. Jusqu'où cela peut-il aller ? Pour tenter de le cerner, l'Opinion s'est entretenu avec **le directeur de l'Iris** (Institut de relations internationales et stratégiques) **Pascal Boniface** qui vient de publier *une Géopolitique de l'intelligence artificielle* (Editions Eyrolles, 2021).

Pascal Boniface : « On peut imaginer que les géants du digital créent des armées privées en proposant de façon commerciale leur service aux Etats »

Publié: 16.10.2020,

Des députés veulent que l'Etat de Vaud contourne les GAFAM

Trois députés vaudois de tous bords se liguent contre les multinationales américaines du numérique, les GAFAM.

Ils demandent que le canton réduise sa dépendance face aux géants de l'internet en optant pour des solutions locales.



Lausanne, photo d'illustration.
KEYSTONE

Que diriez-vous de proposer des

gestes barrières

pour éviter les contacts trop rapprochés

et éviter les contaminations entre

... les GAFAM

& l'Etat ?